



# Revue de presse



Dimanche 11 Décembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [Le texte de loi de finances 2023 adopté par le Conseil de la Nation](#)

Le Conseil de la Nation a adopté, jeudi, à l'unanimité, le texte de loi de finances pour 2023, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [Loi de finances 2023: cap maintenu sur l'investissement, nouvelle approche budgétaire](#)

La loi de finances 2023, adoptée jeudi par le Conseil de la Nation, introduit une série de mesures tant dans l'appui à l'investissement que dans la sphère fiscale, dans le cadre d'une nouvelle approche budgétaire centrée sur les objectifs pour davantage d'efficacité et de transparence.

## [Loi de finances 2023 adoptée par le Conseil de la Nation : Cap maintenu sur l'investissement, nouvelle approche budgétaire](#)

La loi de finances 2023, adoptée jeudi par le Conseil de la Nation, introduit une série de mesures tant dans l'appui à l'investissement que dans la sphère fiscale, dans le cadre d'une nouvelle approche budgétaire centrée sur les objectifs pour davantage d'efficacité et de transparence.

## [Respect des promesses](#)

Voici trois ans qu'ont eu lieu les élections qui ont porté le Président Abdelmadjid Tebboune aux commandes de la nation. Compte tenu de l'importance des chantiers, c'est, sans doute, un laps de temps insuffisant pour proposer une vision idéale sur l'état du pays qui avance à travers le prisme du programme proposé aux citoyens, en 2019, par le Président.

## [La loi de finances 2023 adoptée à l'unanimité : Les réserves de change en hausse](#)

Les recettes des exportations baisseront en 2025, tandis que les dépenses budgétaires devront poursuivre leur augmentation. Le texte de loi de finances 2023 a été adopté à l'unanimité avant-hier par le Conseil de la nation. D'après les principaux indicateurs du cadrage macroéconomique et budgétaire de la loi de finances pour l'année 2023, les recettes des exportations de biens vont commencer à diminuer à partir de 2025.

## [Conseil de la Nation : Le texte de loi de finances 2023 adopté](#)

Le Conseil de la Nation a adopté, aujourd'hui, à l'unanimité, le texte de loi de finances pour 2023, lors d'une séance plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



### [Lutte contre la corruption : L'appel de Tebboune aux Algériens](#)

Dans ses différentes interventions, Tebboune avait souligné son engagement quant à mener une lutte implacable contre ce fléau dévastateur. Quand en 2019, le Mouvement populaire «Hirak» avait réclamé le départ des symboles de la corruption et des membres de la «Issaba», personne ne pouvait penser que cette revendication allait prendre une signification plus approfondie sur le terrain de la réalité. En fait, l'histoire qui en a découlé a connu une succession d'événements inattendus et, pour le moins, audacieux. En effet, la chute de l'ancien système a provoqué un remue-ménage organique et judiciaire historique au sein des arcanes du pouvoir, alors.



### [Plaidoyer pour le développement du pays : «L'Algérie de 2022 est bien différente»](#)

La nouvelle réalité de l'Algérie est la conséquence, souligne l'APS, de «la concrétisation sur le terrain des 54 engagements du président Tebboune». «L'Algérie de 2022 est bien différente», rapporte l'APS dans une dépêche postée, hier après-midi. L'agence officielle de presse enchaîne en relevant que la nouvelle Algérie «connaît de profondes évolutions politiques, sociales, économiques et culturelles».



### [Hausse des recettes, amélioration du pouvoir d'achat, adhésion aux Brics... Sonatrach: pilier de l'économie nationale](#)

L'Entreprise nationale pétro-gazière dispose d'un potentiel inestimable qui lui a permis de s'imposer comme alternative à la crise énergétique qui secoue les pays occidentaux. Une étoile dans le ciel d'Algérie.



## [Conseil de la nation : Le projet de la loi de finances pour 2023 approuvé](#)

Aujourd'hui, jeudi, les membres du conseil de la nation, ont approuvé à l'unanimité le texte de la loi de finances pour l'année 2023, lors d'une séance publique présidée par Salah Goudjil, président du Sénat, en présence du ministre des Finances Brahim Djamel Kassali et des membres du gouvernement.



## [Conseil de la Nation: Adoption du projet de loi de finances 2023](#)

Le Conseil de la Nation a adopté, aujourd'hui jeudi le 08 Novembre 2022, à l'unanimité, le projet de loi de finances pour 2023, lors d'une plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil.



## [Lutte contre la corruption Le Président Tebboune appelle à poursuivre le combat](#)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé, vendredi, les Algériennes et les Algériens, chacun à partir de son poste, à poursuivre le combat contre la corruption, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption. "Nous avons fait de grands pas ensemble dans la lutte contre la corruption et la responsabilisation des corrompus, et nous sommes toujours fidèles à cet engagement.



## [Projet de loi de Finances 2023 : les sénateurs ont voté oui](#)

Les séances plénières consacrées au débats sur le texte de loi de finances 2023, avaient débuté lundi dernier au Sénat, présidées par Salah Goudjil, président du Conseil en présence des membres du gouvernement.



## [IDE en Algérie : le CARE appelle à une vision nouvelle pour augmenter le flux](#)

L'accueil des investissements directs étrangers (IDE) en Algérie a encore beaucoup de retards à rattraper. De ce fait, l'économie algérienne devra commencer par prendre la mesure de ce retard en matière d'attraction des IDE. C'est ce que résume la dernière note du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise ( CARE) sous le thème : « pour des flux plus substantiels d'IDE en Algérie ».

***Le Courrier***  
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

## [XI JINPING À ABDELMADJID TEBBOUNE : « Je voudrais vous rencontrer en Chine »](#)

Entre l'Algérie et la Chine c'est toujours la lune de miel, soigneusement entretenue par les deux pays. Les relations historiques, et le partenariat économique dans divers domaines entre Pékin et Alger n'ont jamais fléchi. Bien au contraire ! Ils ont tendance à se consolider et à se développer chaque jour que Dieu fait.



## [La loi de finances 2023 adoptée par le Conseil de la Nation : Cap maintenu sur l'investissement, nouvelle approche budgétaire](#)

La loi de finances 2023, adoptée ce jeudi par le Conseil de la Nation, introduit une série de mesures tant dans l'appui à l'investissement que dans la sphère fiscale, dans le cadre d'une nouvelle approche budgétaire centrée sur les objectifs pour davantage d'efficacité et de transparence.



## Revue El Djeïch : Les succès de la diplomatie algérienne mis en exergue

Le succès retentissant du 33<sup>e</sup> Sommet arabe et la réunification des rangs palestiniens en terre algérienne ont été largement soulignés dans l'éditorial de la revue El Djeïch dans sa dernière livraison, dont nous avons obtenu, hier, une copie. Deux grands événements portés sur les devant de la scène internationale grâce aux efforts de la diplomatie algérienne.



## Premier arrivé...

Après un très long processus de la création du projet de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), dont la décision de son lancement a été prise, en janvier 2012, lors de la 18<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine, le rêve commence-t-il à devenir réalité ? En cette fin d'année 2022, les choses semblent s'accélérer dans ce sens. Huit pays africains ont accepté, la semaine dernière, de mettre en œuvre la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).



## DÉRACINER LA CORRUPTION

Pendant longtemps, des hommes en charge des affaires de l'Etat ont préféré le vertige de l'ascenseur plutôt que l'escabeau pour se sucrer sans scrupule aucun. Nombreux parmi eux sont aujourd'hui derrière les barreaux. Mais le combat est loin d'être gagné.



## Finances: La loi de finance 2023 adoptée par le Sénat

Le Conseil de la Nation a adopté, ce jeudi, le texte de loi de finances pour 2023, à l'unanimité de ses membres. L'adoption s'est faite lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



### [Le texte de loi de finances 2023 adopté par le Conseil de la Nation](#)

Le Conseil de la Nation a adopté, jeudi, à l'unanimité, le texte de loi de finances pour 2023, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.

Algérie 360°

### [Le projet de loi de finances 2023 adopté par le Conseil de la nation](#)

Les membres du Conseil de la Nation ont voté à la majorité le projet de loi de finances (PLF 2023) pour l'année 2023. En effet, c'est aujourd'hui, le jeudi 8 décembre que le projet de loi de finances a été approuvé à la majorité par les membres du Conseil de la Nation, à leur tête Salah Goudjil.



### [Le texte de loi de finances 2023 adopté par le Conseil de la Nation](#)

Le Conseil de la Nation a adopté, jeudi, à l'unanimité, le texte de loi de finances pour 2023, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



### [Le texte de loi de finances 2023 adopté par le Conseil de la Nation](#)

Le Conseil de la Nation a adopté, jeudi, à l'unanimité, le texte de loi de finances pour 2023, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



## [Le projet de loi de finances 2023 adopté par le Conseil de la nation](#)

Les membres du Conseil de la nation ont adapté à la majorité, ce jeudi 8 décembre, le projet de loi de finances pour l'année 2023 (PLF 2023), lors d'une séance plénière présidée par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, en présence du ministre des Finances, Djamel Kassali.



## [Réduction des déficits: L'Etat exclut tout financement extérieur ! Le projet de loi de Finances 2023 adopté à l'unanimité par les sénateurs](#)

Après plusieurs débats, le projet de loi de Finances (PLF) 2023 a été voté, jeudi dernier, unanimement par les sénateurs, approuvant ainsi l'ensemble des dispositions introduites dans ce texte. Ce dernier prévoit une série de nouvelles mesures de soutien à l'investissement, aux ménages, et pour accélérer l'inclusion financière.



## [Secteur minier : Le train prend de la vitesse : Tebboune a réussi la révolution](#)

La double crise sanitaire et économique qu'a connue le pays, ces deux trois dernières années, n'a entamé en rien la détermination de l'Etat pour relancer d'importants projets miniers, mis au placard depuis des décennies. Cet objectif figurait dans le Programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui semble avoir bien réussi son pari à relancer des projets miniers structurants diversifiés et à haute valeur ajoutée au niveau local.



## [Adoption du texte de loi de finances 2023](#)

Le Conseil de la Nation a adopté, jeudi, à l'unanimité, le texte de loi de finances pour 2023, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



## مجلس الأمة: المصادقة على نص قانون المالية لسنة 2023

صادق أعضاء مجلس الأمة، اليوم الخميس، بالاجماع، على نص قانون المالية لسنة 2023، خلال جلسة علنية ترأسها السيد صالح قوجيل، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، وأعضاء من الحكومة.



## مجلس الأمة، "يُركي" أكبر ميزانية في تاريخ الجزائر

صادق أعضاء مجلس الأمة، الخميس، على مشروع قانون المالية لسنة 2023 والذي حُصّص له أكبر ميزانية في تاريخ البلاد. وعقد مجلس الأمة، الخميس، جلسة عامة ترأسها صالح قوجيل خصصت للتصويت على مشروع القانون، الذي صادق عليه الأعضاء بالأغلبية. من جانبه، أشاد رئيس مجلس الأمة صالح قوجيل بدور أعضاء المجلس في إثراء مشروع القانون، مشيراً إلى أنه سيتم خلال الأيام المقبلة مناقشة قانون الصرف الذي سيدعم قانون تشجيع الاستثمار.



## قانون استثمار .. خطوة نحو "بريكس" ثم حلم السيارة الجزائرية

“السنة الاقتصادية” للجزائر.. 7 إنجازات كبيرة وتحديات جديدة

على مدار 3 سنوات من حكم الرئيس عبد المجيد تبون، سجلت الجزائر قفزات عديدة في مؤشرات الأداء بالنسبة لسعر صرف الدينار وفائض الميزان التجاري وارتفاع المداخيل وتنامي الصادرات خارج المحروقات وغيرها من الأرقام الإيجابية، أهلتها لتكون واحدة من الاقتصادات القوية في مواجهة أزمة كورونا التي انحنت أمامها أكبر الاقتصادات العالمية.



## المصادقة على قانون المالية لسنة 2023

صادق أعضاء مجلس الأمة، اليوم الخميس بالإجماع، على نص قانون المالية لسنة 2023، خلال جلسة علنية ترأسها السيد صالح قوجيل، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، وأعضاء من الحكومة. ويقترح نص قانون المالية 2023 سلسلة من التدابير الرامية لدعم الاستثمار ومواصلة الإصلاح الجبائي، في إطار مقارنة جديدة للميزانية تركز حول الأهداف من أجل ضمان أكثر فعالية وشفافية.



## مجلس الأمة يصادق على قانون المالية لـ 2023

صادق أعضاء مجلس الأمة، اليوم الخميس، بالإجماع، على نص قانون المالية لسنة 2023، خلال جلسة علنية ترأسها صالح قوجيل، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، وأعضاء من الحكومة.



## أعضاء مجلس الأمة يصادقون بالأغلبية على مشروع قانون المالية

صوت أعضاء مجلس الأمة، اليوم الخميس، بالأغلبية، على مشروع قانون المالية لسنة 2023. وبهذه المناسبة أشاد رئيس مجلس الأمة بدور أعضاء المجلس في إثراء مشروع القانون. وقد ترأس صالح قوجيل، رئيس مجلس الأمة، الاثنين الماضي جلسة علنية. خصصت لعرض ومناقشة نص القانون المتضمن قانون المالية لسنة 2023.



## شعلال: إنشاء وكالة خاصة تتكفل بتسيير الممتلكات والأموال المصادرة

أعلن شعلال مولاي العربي، الأمين العام للسلطة العليا للشفافية والوقاية من الفساد ومكافحته. أنه سيتم إنشاء وكالة خاصة ستتكفل بتسيير الممتلكات والأموال المصادرة التي عرفت ارتفاعا كبيرا منذ إنطلاق العملية في 2020. وأضاف شعلال، خلال نزوله ضيفا بالقناة الإذاعية الأولى اليوم الخميس، أنه من بين التزامات الـ 54 لرئيس الجمهورية، هو أخلفة الحيلة العامة. والتي مست كل جوانب مكافحة الفساد. والتي كرسها دستور 2020 الذي أدرج في مواده إنشاء سلطة وطنية مستقلة رقابية تتمتع بصلاحيات واسعة في مكافحة الفساد.

# PERISCOOP

Soirperiscoop@yahoo.fr

Dimanche 11 décembre 2022 - Page 2

## Le nouveau texte de Kessali

**L**a filière des matériaux précieux et des bijouteries sera bientôt régie par un nouveau texte. Ce dernier est en préparation au niveau du ministère des Finances.

L'association des artisans et commerçants bijoutiers organise en ce moment plusieurs rencontres pour enrichir le texte et faire part de ses propositions.



**LOI SUR LA MONNAIE ET LE CRÉDIT**

# Le paiement électronique bientôt encadré

*L'arsenal de textes légaux se rapportant à tout ce qui a trait à l'activité économique devrait bientôt s'enrichir de l'actualisation de la loi sur la monnaie et le crédit, un texte indispensable pour la refondation de l'économie algérienne.*

Dans sa dernière réunion, le gouvernement s'est penché, en première lecture, sur un avant-projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit. Un nouveau texte « qui vise à adapter le dispositif légal et réglementaire pour répondre aux profondes mutations économiques et financières, ainsi qu'aux nouveaux défis techniques et technologiques, et permettre l'ouverture du secteur à de nouveaux acteurs », a expliqué le gouvernement. Il est ainsi attendu que le nouveau texte vienne, entre autres, consacrer « la digitalisation de l'activité bancaire par l'ouverture de l'écosystème aux banques digitales et aux prestataires de services de paiement, ainsi que les paiements en monnaie électronique ». Il s'agira sans doute, à travers le nouveau texte, dans le chapitre consacré à la monnaie électronique, moyen de paiement de plus en plus répandu, de fixer les règles devant assurer la protection des consommateurs et l'intégrité de l'ensemble du système de paiement, eu égard à la formidable avancée technologique.

La monnaie électronique, c'est quoi au juste ? La monnaie électronique est une représentation numérique de la monnaie fiduciaire garantie par son émetteur. Les clients échangent de l'argent traditionnel contre de la monnaie électronique qu'ils peuvent utiliser pour effectuer des paiements au moyen d'une application sur leur téléphone portable, aussi bien entre particuliers qu'auprès d'entreprises, avec facilité et effet immédiat. Par rapport à d'autres formes de monnaie numérique récemment mises au point, comme les cryp-

tomonnaies stables, la monnaie électronique existe depuis un certain temps et le nombre de ses utilisateurs continue d'augmenter rapidement. Ainsi expliquait le FMI dans une lettre, datant d'il y a exactement une année, pour recommander de « rendre la monnaie électronique plus sûre à l'ère du numérique ». Il va sans dire que l'Algérie se dirige vers une utilisation encore plus large de la monnaie électronique eu égard à la démocratisation des nouvelles générations de smartphones, moyen par

excellence pour le « stockage » de la monnaie électronique. Dès lors s'impose une nouvelle législation que prendra en charge la loi sur la monnaie et le crédit bientôt, donc, actualisée.

Comme partout dans le monde, où « la monnaie électronique est déjà un élément essentiel de la vie quotidienne de milliards de personnes, notamment dans de nombreux pays en développement, où beaucoup n'ont pas accès au système bancaire », le développement de l'usage de la monnaie numérique est allé grandissant en Algérie ces toutes dernières années. C'est ce qu'illustre d'abord le nombre de cartes de paiement en circulation émises par les banques et la poste,



nécessitant de la sorte des textes légaux plus adaptés que ce que stipule « l'ancienne » loi sur la monnaie et le crédit. C'est ce à quoi s'attellera, entre autres

aussi importants volets, la loi modifiant et complétant l'ordonnance du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit.

**Azedine Maktour**

# Corruption : une agence pour gérer les biens saisis

*Le volume des biens indûment acquis confisqués a sensiblement augmenté avec l'accélération des procès impliquant hommes d'affaires et anciens hauts responsables, nécessitant la création d'une agence pour leur gestion. Les biens et sommes détournés à l'étranger ont fait l'objet de 200 commissions rogatoires. Les pays concernés prennent les demandes de l'Algérie au sérieux, affirme le secrétaire général de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption qui fait savoir que son instance travaillait sur l'élaboration d'un texte pour protéger les auteurs de dénonciations de faits de corruption.*

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - L'accélération de la cadence des procès impliquant des hommes d'affaires et d'anciens hauts responsables a eu pour conséquence une augmentation du nombre et du volume des biens confisqués suite à des décisions de justice. Leur gestion, estime le secrétaire général de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption ne peut être du ressort de la justice ni encore moins de la Direction des domaines, d'où la

Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption a fait savoir que pas moins de 200 commissions rogatoires avaient été lancées pour identifier, saisir et confisquer les biens détournés dans plusieurs pays qui, dit-il, ont répondu aux sollicitations de l'Algérie, assurant que les résultats de ces actions seront «bons».

La lutte contre la corruption, estime l'invité de la radio nationale, s'appuie sur une arme redoutable : la dénonciation qui, dit-il, pour



R. MBO - D. R.

ment illicite des fonctionnaires et des agents publics.

La Haute Autorité est habilitée à lancer des investigations après des plaintes qui visent les fonctionnaires qui sont convoqués et priés de justifier l'origine de leurs biens qui ne sont pas en adéquation avec leurs salaires. Lorsque les explications ne sont pas fournies, les dossiers sont transférés au pôle spécialisé de Sidi-M'hamed.

La lutte contre la corruption, explique Chaalal Moulay Larbi, suppose une moralisation de la vie publique, de mettre fin aux conflits d'intérêts notamment chez les élus et les fonctionnaires désignés aux hautes responsabilités qui sont tenus de faire des déclarations de patrimoine. Il reconnaît que les élus locaux sont ceux qui se conforment le moins à l'obligation de la déclaration de patrimoine, probablement, dit-il, pour absence de cette culture.

instruction du président de la République. Pour remédier à cette situation, la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption s'attelle à l'élaboration d'un texte permettant de protéger les auteurs des dénonciation et d'encourager cette pratique pour donner davantage de

Évaluant l'expérience de l'Algérie en matière de lutte contre la corruption, le secrétaire général de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption a rappelé qu'elle avait été l'un des premiers pays à avoir ratifié la convention inter-

## **Les biens et sommes détournés à l'étranger ont fait l'objet de 200 commissions rogatoires.**

création d'une agence spécialisée pour leur gestion.

Chaalal Moulay Larbi, qui s'exprimait sur les ondes de la Chaîne I de la radio nationale, a expliqué que depuis 2020, la majorité des procès se soldaient par des décisions de saisie de biens. Certains se trouvent à l'intérieur du pays, alors que d'autres sont à l'étranger, nécessitant des procédures particulières. Sans donner de chiffres sur le volume de ces derniers, le secrétaire général de la Haute

des «raisons historiques», ne fait pas partie des mœurs.

L'instance qu'il dirige, dit-il, reçoit au quotidien des dénonciations de la part d'auteurs qui ont souvent peur des conséquences de leurs actes, même si, ajoute-t-il, la loi protège théoriquement les auteurs de dénonciation mais probablement pas suffisamment pour les rassurer. C'est pour cette raison, ajoute-t-il, que les lettres anonymes ont pris de l'ampleur, même si elles ne sont plus traitées sur

## **La loi protège théoriquement les auteurs de dénonciation mais probablement pas suffisamment pour les rassurer.**

confiance aux personnes détenant des informations sur des faits de corruption. Cela permettra d'accélérer les enquêtes, notamment celles qui concernent les signes d'enrichisse-

nationale de lutte contre la corruption et adopté la loi de lutte contre la corruption qui s'inspire grandement de ladite convention.

N. I.

**PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES**

# L'optimisme du gouvernement

**Il est clair que ce n'est pas demain que l'Algérie parviendra à venir à bout de ses déficits budgétaires hérités des difficiles années de la crise de fin 2014. Mais les grands indicateurs économiques augurent une amélioration certaine de la situation, comme l'illustrent et les perspectives des institutions internationales et les chiffres annoncés au travers du projet de loi de finances 2023.**

Vers la fin novembre dernier, dans son rapport de fin d'une mission en Algérie, une délégation du FMI mettait en exergue : «Les perspectives à court terme de l'économie algérienne se sont considérablement améliorées dans un contexte d'augmentation significative des prix des hydrocarbures.» Ensuite, à la délégation de l'institution d'expliquer que la remontée des prix des hydrocarbures contribue à la reprise de

l'économie algérienne après le choc pandémique, soulignant que les importantes recettes exceptionnelles des hydrocarbures ont atténué les pressions sur les finances extérieures et publiques. En 2022, selon les experts du FMI dépêchés à Alger, le solde du compte courant devrait enregistrer son premier excédent depuis 2013, alors que les réserves de change sont passées à 53,5 milliards de dollars en septembre contre 46,7 milliards en 2021. La hausse significative des exportations hors hydrocarbures a également contribué à cette amélioration, détaille le rapport qui fait état d'un excédent budgétaire attendu en 2022 « grâce à des recettes plus élevées et à une exécution des dépenses inférieure aux prévisions ». Ainsi, pour le FMI, la reprise de l'activité économique en Algérie, après le choc pandémique, se poursuit et, au bout, la croissance du PIB hors hydrocarbures s'accroîtra à 3,2% en 2022 contre 2,1% en 2021. «Cela marquera une récupération de la majeure partie de la perte de production due au choc pandémique,

bien que des cicatrices durables sur les marchés du travail et la croissance à moyen terme soient toujours des risques. La croissance du PIB réel est projetée à 2,9% ». Globalement, la mission du FMI note «les efforts des autorités algériennes pour favoriser la diversification économique. L'augmentation de la valeur ajoutée dans les exportations hors hydrocarbures constitue une évolution positive. Nous avons aussi noté les mesures visant à dynamiser le secteur privé, notamment à travers la loi sur les investissements. Le déploiement envisagé d'un nouveau cadre législatif pour l'investissement dans les énergies renouvelables pourrait également faciliter la transition vers une économie à faible émission de carbone ». Ce qui laisse augurer des perspectives favorables à court terme, mais fortement tributaires des prix des hydrocarbures. Le compte courant est projeté en excédent en 2023, les revenus élevés des hydrocarbures compensant une reprise des importations. La croissance devrait s'accroître et l'inflation ralentir, mais

demeurera supérieure à 8% en moyenne dans un contexte d'assouplissement de la politique budgétaire en 2023. Un optimisme de la part des experts de la délégation du FMI que partage le gouvernement, tel qu'il ressort de la loi de finances projetée pour 2023.

Pour l'exercice de l'année qui s'annonce, il est attendu que la croissance atteigne 4,1% l'année prochaine, contre 3,7% d'ici à la fin de l'année en cours, et ce, grâce aux performances attendues de l'ensemble des secteurs, à l'exception du secteur des hydrocarbures qui connaîtra une stabilité en termes de volume, comme l'a laissé entendre le ministre des Finances lors de l'une de ses sorties devant les députés lors du débat sur la loi de finances prochaine. Une croissance portée d'abord par l'agriculture dont on attend une croissance de 6,9% en 2023 grâce notamment à un bond remarquable de la production céréalière. Celle-ci devrait être portée à 67 millions de quintaux après avoir atteint 41 millions de quintaux en

2022. L'industrie ne devrait pas être en reste selon les perspectives affichées par le gouvernement puisque l'on table sur une croissance de 8,5% grâce à l'effet attendu de la nouvelle loi régissant l'investissement et aux dépenses d'équipement prévues. Idem pour le secteur du bâtiment et des travaux publics dont la croissance programmée est de 5,6%. Il faut souligner que les perspectives hautement optimistes vont au-delà de 2023. En effet, le gouvernement s'attend à ce que l'agriculture enregistre un taux de croissance de 5,5% en 2024 et 5,7% en 2025, alors que celui de l'industrie est programmé pour bondir à 9,6% en 2024 et 9,3% en 2025. Une embellie qui gagnera à rejaillir sur le volet social, notamment dans son chapitre augmentation des salaires en attendant que l'État parvienne à juguler l'inflation, certes pas aussi «étouffante» que celle qu'endurent de nombreux pays du niveau de l'Algérie, mais très contraignante pour l'écrasante majorité des Algériens.

**Azidine Maktour**

LE CONSEIL DE LA NATION ADOPTE LA LOI DE FINANCES 2023

## Pas de nouveaux impôts ou taxes

Le Conseil de la nation a adopté, jeudi dernier, à l'unanimité, le texte de loi de finances pour 2023, lors d'une séance plénière présidée par Salah Goudjil, président de la Chambre haute, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, et de plusieurs membres du gouvernement. Notons qu'avant d'adopter le texte, les membres du Conseil de la nation ont salué «les efforts continus de l'Etat pour le maintien des subventions en consécration de son caractère social». Ils ont également relevé le fait que la loi ne prévoit ni nouveaux impôts ni nouvelles taxes qui pourraient peser sur le pouvoir d'achat du citoyen. Le texte de loi de finances 2023 contient une série de mesures tant en matière d'appui à l'investissement que, dans la sphère fiscale, dans le cadre d'une nouvelle

approche budgétaire centrée sur les objectifs pour davantage d'efficacité et de transparence. Il prévoit également l'amélioration de la grille indiciaire des salaires et des systèmes indemnitaires des fonctionnaires, l'augmentation du montant de l'allocation chômage, des pensions de retraite et des quotas d'affectation dédiés au fonds de garantie des collectivités locales. S'agissant du cadrage macroéconomique, le budget 2023 est basé sur un prix de référence du baril de pétrole à 60 dollars et un prix du marché à 70 dollars. Le texte prévoit un taux de croissance de 4,1%, une inflation de 5,1%, des exportations de 46,3 milliards de dollars, des importations de 36,9 milliards de dollars et des réserves de change de 59,7 milliards de dollars.

■ Lyès Mechti



بعد الانتهاء من محاكمة "العصابة"

## الحرب على الفساد ستواصل

دعا رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، بمناسبة اليوم الدولي لمكافحة الفساد أول أمس، "الجزائريين والجزائريين، كل من موقعه، إلى مواصلة معركة محاربة الفساد". وقال الرئيس تبون في تغريدة له على تويتر: قطعنا معا أشواطاً كبيرة في محاربة الفساد ومحاسبة الفاسدين، ولا نزال بالعهد ملتزمين. أدعو الجزائريين والجزائريين، كل من موقعه، في هذا اليوم الدولي لمكافحة الفساد، إلى مواصلة المعركة".

د. ح. أحمد

ومكافحته، واستحداث وكالة تسيير الممتلكات المحجوزة والمصادرة من طرف العدالة، والتي يُنتظر الكشف عن تركيبها وموقعها ضمن الهيئات الأخرى قريبا، وهي هيئة عليا تأتي في أعقاب إنشاء السلطة العليا للشفافية التي عوضت هيئة مكافحة الفساد وتنصيب أعضائها.

### نصوص جديدة لحماية المبلغين عن الفساد قريبا

وفي إطار مكافحة الفساد، قال الأمين العام للسلطة العليا للشفافية والوقاية من الفساد ومكافحته شعلال مولاي العربي، نهاية الأسبوع، إن هيئته بصدد إعداد قانون مستقل بذاته لحماية المبلغين عن قضايا الفساد، بغية حمايتهم من الاستفزازات والتهديدات. وأوضح شعلال خلال نزوله ضيفا على برنامج "ضيف الصباح" للقناة الأولى، الخميس، أن "التبليغ يعتبر من أهم آليات مكافحة الفساد، لكن للأسف في الجزائر لا نملك هذه الثقافة، خاصة أن المبلغين يخشون من التهديدات والاستفزازات التي قد يتعرضون لها".

وذكر شعلال أنه "أصبح من الضروري حماية المبلغ عن قضايا الفساد، من خلال إعداد قانون مستقل بذاته سيشجع مستقبلا على مثل هذا السلوك الذي سيساهم بدرجة كبيرة في مكافحة ظاهرة الفساد"، معتبرا أن "غياب القوانين التي تحمي المبلغ دفع البعض إلى اللجوء إلى الرسائل المجهولة التي تكون في بعض الأحيان كيدية".



الرئيس تبون يدعو إلى مواصلة معركة محاربة الفساد

تم إنشاؤه قبل عامين، كما كشفت في عدة مناسبات أنها استرجعت أملاكاً عقارية ومنقولة هامة، ومنعت تهريب هذه الأموال للخارج. وفي بيان السياسية العامة الذي عُرض على غرفتي البرلمان للدورة الحالية، رافع الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان لتنفيذ "المسعى الشامل لرئيس الجمهورية لاسترجاع الأموال الناتجة عن الفساد"، بقوله: "تم إنجاز عدة عمليات ضمت تنفيذ الأحكام القضائية النهائية، بمصادرة الأموال والأموال الممتلكات المجمعات الاقتصادية المتورطة في قضايا الفساد في القطاع العمومي التجاري، للمحافظة على أداة الإنتاج ومناصب الشغل، مع ضمان مواصلة نشاط هذه الشركات". وفي إطار افتكاك أرقام وعائدات مهريّة، تفيد مصادر مطلعة لـ "الخبر" بأن جهوداً حثيثة يبذلها الديوان المركزي لقمع الفساد، بمرافقة الجهاز الدبلوماسي، "لتحقيق

الملموس" في إطار التعاون الدولي لاسترجاع الأموال المنهوبة، من خلال تنفيذ الاتفاقيات والآليات الدولية (الوكالة الأوروبية للتعاون القضائي في المجال الجنائي المغروفة "باروجست" ومبادرة "سار" وشبكة "توروك غلوب")، وتحقيق نتائج لمختلف الإنابات القضائية الدولية الجديدة من أجل تحديد وحجز ومصادرة الأموال المهريّة إلى الخارج، وكذا تشكيل لجنة خبراء مكلفة بتسيير ملف استرداد هذه الأموال.

وفي هذا الإطار، قالت الحكومة إن الهيئات المختصة أصدرت طيلة سنة 2022 أكثر من 219 إنابة قضائية دولية، نُفذت 43 منها و176 تجري معالجتها من قبل السلطات القضائية الأجنبية المعنية. وبالموازاة مع هذه الجهود يجري، وفق ما جاء على لسان وزير العدل عبد الرشيد طبي، تعزيز الإطار التشريعي لمحاربة ومكافحة الفساد، من خلال وضع تعديل قانون مكافحة الفساد

وتصدر مشروع "أخلقة السياسة والحياة العامة وتعزيز الحكم الرشيد" التعهدات الـ 54 التي جاء بها عبد المجيد تبون عشية وصوله إلى سدة الرئاسة قبل 3 سنوات، حيث التزم في العديد من المناسبات بـ "محاربة الفساد والمحسوبية والمحاباة، وضممان الشفافية في إدارة المال العام، وتجديد الإطار الأخلاقي والقانوني المطبق على الموظفين العموميين، ووضع آليات لتجاعة القرار والنشاط العام ومتابعتها والإجراءات المتعلقة بإدارة الأموال العامة".

وفي هذا الشأن، تسابق السلطات العليا المختصة الزمن، من خلال وزارة العدل والهيئات العمومية المختصة في مكافحة الفساد، لوضع حصيلة مينة وجديدة أمام الرأي العام قريبا، وتراهن الحكومة في هذا الإطار على حصيلة جديدة تترجم جهود مكافحة استرجاع الأموال المهريّة للخارج، فقد دأبت الجهات القضائية والتنفيذية المختصة، طيلة السنوات الثلاث الماضية، على إبراز نتائج إحباط ومحاولات إخفاء عائلات الفساد، وتبيان فاعلية جهاز اليقظة الذي



منتسبو جمارك من ميناء الجزائر متابعون فيها

## قضية إدخال كاميرات مراقبة حساسة اليوم أمام العدالة

التحفظات المكتتبه والنقائص المسجلة فإن البضاعة جمركت ورفعت بصورة عادية وخرجت من الميناء، لولا تفتن عناصر الأمن الوطني لهذه القضية الحساسة.

وتمت في الدعوى العمومية إدانة المتهمين بجرح إساءة استغلال الوظيفة بأداء عمل في إطار ممارسة وظائف على نحو يخرق القوانين والتنظيمات بغرض الحصول على منافع غير مستحقة لشخص أو كيان آخر بالنسبة للجمركيين (مفتش رئيسي للعمليات التجارية، مفتش فحص، عون فحص ورئيس زمرة)، بالإضافة إلى جنحة تحريض موظف عمومي على استغلال نفوذ بغرض الحصول على مزية غير مستحقة واستيراد بضائع محظورة بالنسبة لصاحب البضاعة (المستورد) وحكمت على كل واحد بـ 5 سنوات حبسا نافذا وغرامة 500 ألف دينار و4 سنوات حبسا نافذا و400 ألف دينار لرئيس الزمرة، فيما لم تحدد هيئة المحكمة الغرامة الجرمية.

وبعد طعن المتهمين في الأحكام، برمجت القضية بمجلس قضاء الجزائر نهاية الشهر الماضي قبل أن تؤول إلى اليوم، مع الإشارة إلى حساسية القضية بالنظر لحساسية الأجهزة المحجوزة التي استلمتها الجمارك التي هي طرف مدني في القضية والتي ستطالب بتعويضات وغرامات.

م.د

والجرد إلى وجود اختلاف في نوعية التجهيزات المستوردة مع تلك المصرح بها في التصريح الجمركي رقم 022532 المؤرخ في 22 جوان 2021، كما كانت عملية الفحص تمت يومي 5 و6 جوان 2021، بحضور وأمر مفتش رئيسي للعمليات التجارية ومفتش الفحص، أي 12 يوما من تسجيل التصريح الجمركي الذي كان يوم 24 ماي 2021، ليتم رفع اليد على البضاعة يوم 20 جوان.

وقصد التأكد من مدى مطابقة البضاعة لما هو مصرح به من الجهة التقنية تمت الاستعانة، بطلب من الجمارك، بخبير أكد أن الكاميرات المستوردة ومحل الخبرة مجهزة بالرؤية الليلية، عكس الرخصة المحصل عليها من مصالح وزارة الداخلية. وبالرغم من التقرير المحرر من طرف الخبير الذي أكد أن 2200 كاميرا من بين 2710 كاميرا تمت معاينتها غير مطابقة لرخصة الاستيراد، إلا أن المكلفين بالتصفية سمحوا بإخراجها، ما يعد خرقا لأحكام وتنظيمات استغلال الأجهزة والمعدات الحساسة. علاوة على ذلك، بينت الخبرة المنجزة من طرف محققي الأمن أن المواصفات التقنية لتلك الكاميرات مزودة بالأشعة فوق الحمراء، كما أنها، ورغم حساسيتها، خرجت من الميناء دون نظام المواكبة المشترك في مثل هذه البضاعة والمبين في الرخصة المسلمة من طرف وزارة الداخلية، ورغم كل

● من المنتظر أن تبت العدالة على مستوى مجلس قضاء العاصمة، اليوم، في قضية حساسة، بالنظر لحساسية المواد المحجوزة من قبل مصالح الأمن قبل نحو سنة، يتعلق الأمر بمحاولة تمرير كاميرات حساسة تخضع لشروط صارمة. القضية تويج فيها عدد من منتسبي الجمارك على مستوى ميناء الجزائر.

وكانت محكمة سيدي امحمد أدانت المتهمين في القضية، التي كانت محل متابعة دقيقة من أعلى السلطات الأمنية، بالسجن النافذ وغرامات مالية في حق المتهمين الأربعة بين إطارات وأعاون، وهم مفتش رئيسي للعمليات التجارية، مفتش فحص، عون فحص، رئيس زمرة وصاحب البضاعة المحجوزة، فيما تأسس كطرف مدني كل من النيابة العامة (وكيل الجمهورية) وقباضة الجمارك بالجزائر ميناء والوكيل القضائي للخزينة العمومية. وتويج هؤلاء بجرح إساءة استغلال الوظيفة بأداء عمل في إطار ممارسة الوظيفة على نحو يخرق القوانين والتنظيمات، بغرض الحصول على منافع غير مستحقة، وذلك باستيراد بضائع محظورة، طبقا للمادتين 32 و33 من قانون الوفاية من الفساد والمادتين 21 و325 من قانون الجمارك.

وبالعودة إلى حيثيات القضية كانت الشرطة القضائية لأمن الجزائر حجزت، في جوان 2021، حاويتين معبأتين بكاميرات مراقبة، وأفضى التحقيق



الرئيس تبون يدعو المواطنين إلى مواصلة معركة محاربة الفساد

## من تعديل الدستور إلى الرقمنة... إجراءات للوقاية والردع

جند رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، التزامه بمكافحة الفساد بكل أشكاله، داعيا، بمناسبة إحياء اليوم العالمي لمكافحة الفساد، كل المواطنين في أي موقع، إلى مواصلة معركة محاربة الفساد والفاستين، التي أكد أنها قطعت "أشواطاً كبيرة"، ولا تزال متواصلة استجابة لعهد شدد الالتزام به.

### « حنان ح »

تعد محاربة الفساد من أهم محاور سياسة السيد تبون، ضمن برنامج الرئاسي، الذي أكد التزامه بتطبيقه منذ توليه مقاليد الحكم في 2019.

ولم تخل خطابات الرئيس، في كل مناسبة، من انتقاد شديد للهجرة للفاستين ومن يعود بشن حرب على ظاهرة الفساد بكل أشكاله، وهو ما شرع في تنفيذه عبر تعديلات تشريعية وسن قوانين وكذا إنشاء هيئات جديدة لمحاربة الفساد، وتعزيز دور الهيئات المكلفة بهذه المهمة ومنها مجلس المحاسبة.

ويرز التجسيد الفعلي لوعود الرئيس أولاً في التعديلات الجوهرية لدستور 2020، الذي سن إنشاء هيئة جديدة لمكافحة الفساد ممثلة في "السلطة العليا للشفافية والوقاية من الفساد ومكافحته"، التي تصنف ضمن المؤسسات الرقابية، وتم تزويدها بصلاحيات واسعة تتولى بموجبها وضع إستراتيجية وطنية للشفافية والوقاية من الفساد ومكافحته والسهر على تنفيذها ومتابعتها والمساهمة في أخلاق الحياة العامة، وتعزيز مبادئ الشفافية والحكم الراشد، وكذا المساهمة في تدعيم قدرات المجتمع المدني والفاعلين الآخرين في نشر ثقافة نبيذ الفساد وحماية المال العام.

ومنح القانون رقم 22-08 الصادر بتاريخ 5 ماي 2022 والذي يحدد تنظيم السلطة العليا للشفافية والوقاية من الفساد ومكافحته، صلاحيات قانونية أخرى، أهمها التحري الإداري والمالي في مظاهر الإثراء غير المشروع لدى الموظفين العموميين، والتي تهدف إلى تقادي التجاوزات الخطيرة التي حدثت في تسير المال العام، البارزة اليوم للعيان في المحاكمات المتواصلة لمسؤولين كبار سابقين في الدولة، بتهم الفساد.

وتجسيدا لتعهد رئيس الجمهورية، أدرجت الحكومة، ضمن مخطط عملها، محورا يتعلق بأخلاق الحياة العامة، التزمت فيه بإصلاح قانون الوقاية من الفساد ومكافحته من أجل تشديد العقوبات المرتبطة بجرائم الفساد، واعتماد

الآليات العملية لتسيير الأملاك المحجوزة والمصادرة وتسيير الشركات محل المتابعات القضائية في قضايا فساد، وكذا اعتماد طريقة تسوية ودية تضمن استرداد الأملاك المختلصة، فضلا عن تعزيز التعاون الدولي لاستعادة الأموال المنهوبة التي تم تحويلها إلى الخارج.

وأسد الرئيس، في هذا السياق، عدة أوامر وتوجيهات شدد من خلالها على ضرورة التركيز على العمل الوقائي لمحاربة الفساد، بدءا من تحديد شروط جديدة ودقيقة للإعلان عن الصفقات والمناقصات، كما أمر الحكومة بتسريع عملية الجرد النهائية لمختلف الممتلكات المحجوزة، ووضعها تحت سلطة الدولة، وإدماجها في عجلة الإنتاج الوطني.

وأكد رئيس الجمهورية، في عدة مناسبات، على أن الإستراتيجية التي تبناها في مجال مكافحة الفساد تقوم على "مكافحة المال الفاسد".

وفي السياق، كان قد دعا، في إطار دراسة مشروع القانون المتعلق باستحداث وكالة وطنية لتسيير الممتلكات المحجوزة والمصادرة، إلى إيجاد آليات "أكثر مرونة" في استرجاع ممتلكات الدولة والأموال المنهوبة وكذا "انتهاج الواقعية" في التعامل مع ملفات مكافحة الفساد، من خلال اعتماد آليات بسيطة مباشرة بعيدا عن التعقيدات التي تهدف لإطالة عمر هذه الظاهرة. وشدد على ضرورة "استمرار مؤسسات الدولة في متابعة كل أشكال الفساد مهما كانت امتداداته، بالتنسيق مع الهيئات والدول المعنية"، وهو ما تكلم، مؤخرا، بإصدار أكثر من 200 إنابة قضائية دولية لاسترجاع الأموال المنهوبة والمهربة للبلوك الأجنبية.

ومن بين الآليات التي ركز عليها رئيس الجمهورية، "رفع التجريم على فعل التسيير"،

باستثناء الأفعال التي تتعلق بالرشوة وتبييض الأموال، حيث أصدر تعليمة لوزارة العدالة تقضي بعدم أخذ الرسائل مجهولة المصدر حول الجرائم الاقتصادية بعين الاعتبار. وتمكف السلطة العليا للشفافية والوقاية من الفساد ومكافحته، في هذا الإطار، على إعداد قانون مستقل بذاته لحماية المبلغين عن قضايا الفساد وتعويض رسائل التبليغ مجهولة المصدر، يهدف إلى تقنين حماية المبلغين عن الفساد التي لم تكن متوفرة من قبل.

وشدد رئيس الجمهورية، من جانب آخر، على أهمية الإسراع في رقمنة كل القطاعات، لاسيما المجلين المالي والضريبي، معتبرا أن ذلك يعد من بين السبل التي تسمح بالوقاية من الفساد.

كما يندرج مشروع القانون المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما المعدل والمتمم للقانون رقم 05-01 المؤرخ في 6 فيفري 2005، في إطار تكثيف التشريع الوطني مع مستلزمات مكافحة ظاهرة الفساد وكذا الالتزامات الدولية للجزائر.

وأشادت الممثلة المقيمة الدائمة لبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي بالجزائر، بليرتا أليكو، مؤخرا، بجهود الجزائر في مكافحة الفساد والوقاية منه وإرساء أسس الشفافية في الحياة العامة، مشيرة إلى أن الجزائر "تجاوب تماما مع الالتزامات الدولية في مجال الوقاية من الفساد، خاصة فيما تعلق بالمادتين 7 و8 من اتفاقية الأمم المتحدة ذات الصلة"، ونوهت بالتزامها بترقية قيم النزاهة والشفافية والمساءلة.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger